

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2015-2016

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015:
 - a) les endroits et dates du départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes ;
 - b. les résultats obtenus à ce jour ;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015.
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mon d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :
Par le ministère ou l'organisme :
 - a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
Par une firme externe :
 - d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
 - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants) ;
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

-
5. La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense ;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;
- Organisés par une firme externe :
- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense ;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6. La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé) ;
 - d) la date d'octroi du contrat ;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions ;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

-
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

 11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissement, bureaux, organismes d'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :
 - a) le nombre de consultants externes intégrés (nombres de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministre ;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat ;
 - h) sa rémunération annuelle.

 12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:
 - a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

 13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes publics sous l'autorité du ministre, le montant pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
 - a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

- c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement ;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
 - k) type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses reliée à la téléphonie:
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables ;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance ;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

-
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ.
16. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :
- a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraites qui seront versées;
 - d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût de ladite location;
 - g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publiques, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux ;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

-
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale.
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2015-2016.
23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2015-2016;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

-
- c) la nature du service;
Ventiler le montant par catégories.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes ayant conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
32. La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
33.	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.
34.	Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.
35.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
36.	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
37.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
38.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
39.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
40.	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
41.	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés; c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.
42.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
43.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

- requis par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
44. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
45. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
46. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
47. Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.
48. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - d) le montant accordé;
 - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - f) les motifs de la demande;
 - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
49. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
- 50.
- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
 - b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu
51. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

52. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.
- Fournir les prévisions pour 2015-2016.
53. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
54. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-01

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015:

- a) les endroits et dates du départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Le détail des déplacements hors Québec est présenté dans le tableau ci-annexé.

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2014-2015

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des coûts réels (au 28 février 2015)
Participation à la réunion du Comité permanent des matières et activités dangereuses sous l'égide de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies.	Halifax, Nouvelle-Écosse	7 et 8 avril 2014		1 168,49 \$
Participer à la réunion du sous-comité technique sur la section 12 - Réseaux de distribution de gaz, de la norme CSA Z662-11 «Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz».	Edmonton, Alberta	14 au 17 avril 2014	<i>Autres dépenses: Déplacements en taxi à Edmonton, etc. Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	912,20 \$
Participer à la réunion du comité CSA B335/B613 sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées	Toronto, Ontario	22 au 24 avril 2014	<i>Autres dépenses : allocation de séjour et stationnement à l'aéroport</i>	1 157,56 \$
Participer à la réunion du Comité technique (CT) sur la norme CSA Z-276-11 « Gaz naturel liquéfié (GNL), production, stockage et manutention »	Nanaimo, Colombie-Britannique	28 avril au 1er mai 2014	<i>Autres dépenses : Déplacement en taxi à Nanaimo, etc. Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	1 120,16 \$
Assister à la rencontre annuelle de l'Association des gestionnaires de la réglementation du bâtiment des grandes municipalités de l'Ontario (LMCBO) et faire une présentation sur la réglementation du Québec sur l'entretien des bâtiments existants	Ottawa, Ontario	8 mai 2014	<i>Frais pour 2 personnes G. T 429,85 \$ L. G 182,73 \$</i>	612,58 \$
Réunion du National Public Safety Advisory Committee (NPSAC); Réunion du comité consultatif de CSA sur les politiques des codes (CSA-CPAC)	Ottawa, Ontario	25 au 28 mai 2014		1 056,00 \$
Réunion du Comité aviseur des provinces et territoires sur les politiques des codes	Edmonton, Alberta	1 au 6 juin 2014	<i>Vol d'arrivée, déplacement et hébergement du 1er au 4 juin</i>	1 420,80 \$
Réunions du Comité exécutif de la CCBPI	Edmonton, Alberta	3 et 4 juin 2014	<i>Les coûts pour ces comités sont défrayés entièrement par le Conseil national de recherches du Canada</i>	0,00 \$
Participer à la réunion du comité CSA Z98TC sur les remontées mécaniques	Toronto, Ontario	8 au 10 juin 2014	<i>Autres dépenses : allocation de séjour et stationnement à l'aéroport</i>	1 123,26 \$
B 149.1, .2, .3	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard	8 au 13 juin 2014	<i>Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	1 164,30 \$
Réunion des comités techniques du Code canadien de l'électricité Partie 1 et Partie 2 Assemblée générale annuelle de CSA	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard	15 au 21 juin 2014	<i>Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	1 283,60 \$
Participer à la réunion du comité technique sur la norme CSA Z662 « Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz »	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard	17 au 20 juin 2014	<i>Autres dépenses : Déplacement en taxi à Charlottetown Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	927,06 \$
Participation en tant que membre votant à la réunion du comité technique pour le code CSA-B139	Mississauga, Ontario	25 et 26 juin 2014	<i>En vertu d'une entente, la CSA remboursera à la RBQ 50 % des frais.</i>	549,19 \$
Réunions du groupe de travail mixte sur l'évaluation du système de développement des codes	Ottawa, Ontario	14 et 15 juillet 2014 18 et 19 septembre 2014	<i>Les coûts pour ces comités sont défrayés entièrement par le Conseil national de recherches du Canada</i>	0,00 \$
Réunion des comités CRCP (Canadian Regulatory committee on plumbing) et CACP (Canadian Advisory Concil on Plumbing)	Frédéricton, Nouveau-Brunswick	18 et 19 août 2014	<i>Dépenses payées par l'Institut canadien de plomberie et chauffage</i>	0,00 \$
Participer à la réunion du comité CSA B335/B613 sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées	Toronto, Ontario	20 et 21 août 2014	<i>Autres dépenses : allocation de séjour et stationnement à l'aéroport</i>	1 025,36 \$
Participer aux réunions annuelles de l'Association des chefs inspecteurs provinciaux (APCEI), de l'Advisory Concil on Elevating Devices de CSA (ACED), du comité CSA B44 (Code de sécurité des ascenseurs et monte-charge), du comité ASME A17.1 et du comité A	Illinois, États-Unis	28 septembre au 2 octobre 2014	<i>Autres dépenses : Stationnement à l'aéroport, frais d'hébergement excédentaires et indemnité journalière</i>	2 073,71 \$
Comité CSA Z276 Gaz naturel liquéfié	Toronto, Ontario	22 au 24 septembre 2014	<i>Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	522,93 \$
Réunion du Strategie Steering Committee on Fuel Burning Equipment (SSCFBE)	Toronto, Ontario	14 et 15 octobre 2014	<i>Autres dépenses : Taxis, etc.</i>	727,45 \$
Poursuivre les travaux visant l'harmonisation aux normes ASTM (jeux et manèges)	Phoenix, Arizona, États-Unis	15 au 18 octobre	<i>Autres dépenses : Stationnement 80\$, assurance responsabilité 75 \$, essence 40\$, dép. quot. 40\$</i>	1 346,00 \$
Réunion du comité CSA B64 sur le dispositif antirefoulement	Mississauga, Ontario	16 octobre 2014	<i>Autres dépenses : taxis Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	219,23 \$

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2014-2015

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des coûts réels (au 28 février 2015)
Participer à la réunion du sous-comité technique sur la section 12 - Réseaux de distribution de gaz, de la norme CSA Z662-11 «Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz».	Vaughan, Ontario	28 au 30 octobre 2014	<i>Transport : avion aller-retour et taxis aller-retour pour les aéroports Trudeau et de Toronto. Frais divers : déplacements en taxi à Toronto, etc. Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	701,53 \$
Réunion du National Public Safety Advisory Comitee (NPSAC); Réunion du comité consultatif de CSA sur les politiques des codes (CSA-CPAC)	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard	2 au 4 novembre 2014 André 2 au 3 novembre 2014 G. Tessier	<i>Les frais estimés couvrent les 2 participants. Dans le cas de Georges Tessier, le séjour se prolongera jusqu'au 7 novembre pour une autre réunion traitée dans un document distinct. G. T. 1 259,14 \$ A. L. 1 028,18 \$</i>	2 287,32 \$
Participer à un essai au feu d'un mur ou d'un plancher selon la CAN/ULC S-101 en bois massif, effectué par le CNRC pour Nordic.	Ottawa, Ontario	3 au 4 novembre 2014	<i>Transport : essence 400\$, location d'auto 40\$ x 2 jours</i>	276,50 \$
4 novembre : réunion conjointe du Comité aviseur des provinces et territoires sur les politiques des codes (PTPACC) et du Comité national sur la sécurité publique 5-6 novembre : réunion du comité PTPACC (voyage combiné pour Georges Tessier avec réunion du comité NPSAC les 3 et 4 novembre)	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard	4 au 7 novembre 2014	<i>Frais pour 2 personnes (sauf le vol aller-retour pour Georges Tessier inclus sur une autre demande) G. T. 514,35 \$ L. G. 557,59 \$</i>	1 071,94 \$
Participer à un essai au feu, cage d'escalier en bois massif effectué par le CNRC pour Nordic.	Mississipi Mills, Ontario	27 novembre 2014	<i>Le coût total de 310 \$ est pour chacune des professionnelles. Le coût global est 620\$.</i>	158,99 \$
Première rencontre du Comité de la Partie 9, du Comité permanent de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCBPI) pour l'analyse des modifications à l'édition 2020 du Code. La CCCBPI est responsable du contenu des codes modèles nationaux. La participation du Québec à ce comité permet de faire connaître notre point de vue dès l'élaboration des codes. Cette rencontre n'a aucun impact sur les relations intergouvernementales.	Ottawa, Ontario	14 et 15 janvier 2015	<i>Tous les frais sont assumés par le CNRC</i>	0,00 \$
Réunion des comités des normes CSA B45 et B125. Ces deux normes sont citées en référence dans le chapitre III, Plomberie du Code de construction. Elles couvrent les matériaux les plus significatifs utilisés dans l'installation de plomberie (robinets, mélangeurs thermostatiques, lavabo, baignoires, douches, toilettes, urinoirs, vidange de robinetterie sanitaire, etc.). Nous participons comme membre votant de ces comités à deux rencontres par année (Canada et É-U), et ce, depuis l'existence de la RBQ. L'expertise que nous en retirons et les contacts que nous maintenons sont essentiels à notre travail.	San Antonio, Texas, Etats-Unis	26 au 29 janvier 2015	<i>En vertu d'une entente, la CSA remboursera à la RBQ 50 % des frais. Mr. D. n'est pas allé</i>	0,00 \$
Participer à un comité national sur l'efficacité énergétique des bâtiments organisé par le CNRC. La RBQ s'est donné comme priorité dans son plan stratégique 2013-2016 d'accroître sa visibilité et son influence auprès du grand public, de ses partenaires et des acteurs de l'industrie par son leadership au sein d'instances de normalisation et de réglementation comme ce comité national. Le réseautage entretenu avec les instances de normalisation et les organisations gouvernementales des autres provinces et territoires lors de ces rencontres contribue à son projet d'harmonisation de la réglementation.	Ottawa, Ontario	29 et 30 janvier 2015	<i>Ces frais seront remboursés par le CNRC sur présentation d'un formulaire de remboursement de frais de voyage.</i>	0,00 \$
Participer à la réunion du comité technique national sur la norme CAN/CSA Z662 « Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz ».	Vancouver, Colombie-Britannique	9 au 12 février 2015	<i>Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation.</i>	1 085,86 \$
Rencontre de 2 jours du comité permanent de l'usage et des moyens d'évacuation des bâtiment.	Ottawa, Ontario	18 au 20 février 2015	<i>Les frais de déplacement, d'hébergement et de subsistance sont défrayés par le CNRC.</i>	0,00 \$
Réunion de l'Industry Advisory Board	Washington, DC, États-Unis	15 et 16 avril 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Décision Point Dialogue on STEM education (debat sur l'éducation)	Washington, DC, États-Unis	22 et 23 avril 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Board of Governors	New York, États-Unis	24 et 26 avril 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
ASME I Show (concoeurs dur l'innovation); Fondation de l'ASME; NAE (National Academy of Engineers); AAES (American Association of Engineering Societies) et ASME Public Policy Symposium	Washington, DC, États-Unis	27 avril au 2 mai 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
À titre de membre du comité ACI/TC et B51.	Régina, Saskatchewan	4 au 8 mai 2014	<i>Autres dépenses: Indemnité quotidienne, bagages.</i>	2 380,14 \$
Rencontre des candidats de la présidence	New York, États-Unis	7 et 8 mai 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Sector management Committee (SMC)	Colorado, États-Unis	9 mai 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Réunions et rencontres diverses pour l'ASME et le NB ainsi que des événements reliés à la célébration du centenaire du code de l'ASME	Seattle, Washington, États-Unis	10 au 16 mai 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Inspire Event	Washington DC, États-Unis	19 et 20 mai 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
SATEC	Beijing, Chine	27 au 31 mai 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Summer Annual Meeting (diverses réunions et activités de l'ASME)	Portland, Oregon	6 au 12 juin 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Rencontres avec les représentants de l'industrie, différentes associations et groupes professionnels de la région	Middle East, Dubai et Abu Dabi	16 au 20 juin 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
« The Women in Engineering »	Houston, Texas	26 au 28 juin 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Pressure Vessels and Piping Conference	Anaheim, Californie	20 au 24 juillet 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2014-2015

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des coûts réels (au 28 février 2015)
Board Retreat	New York, États-Unis	6 au 8 août 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Rencontre annuelles de l'Association of Chief Inspectors (ACI)	Ottawa, Ontario	24 au 28 août 2014	<i>Autres dépenses : Allocation quotidienne et remboursement sur présentation de pièces justificatives</i>	841,71 \$
Groupe de travail consultatif sur la gouvernance de l'ASME	New York, États-Unis	1 et 2 septembre 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
N285.0 (norme nucléaire)	Toronto, Ontario	10 et 11 septembre 2014	<i>Autres dépenses : Indemnité quotidienne et dépassement des coûts 2</i>	616,21 \$
BOG Meeting	New York, États-Unis	18 au 19 septembre 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection : session de formation et examen d'obtention de la qualification Authorized Inspector Supervisor Course	Ohio, États-Unis	21 au 27 septembre 2014	<i>Autres dépenses : Indemnité quotidienne, obtention de monnaie étrangère, 2e bagage</i>	4 141,62 \$
Alla National Board and Advisory Committee Members	Ohio, États-Unis	6 au 10 octobre 2014	<i>Coûts payés par le National Board</i>	0,00 \$
À la demande du président de l'ASME représenter le BOG « Board of Governors » au Training of International Sections Leaders	Istanbul, Turquie	9 au 13 octobre 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Rencontre annuelle des agences d'inspection agréées (AIA/RBQ)	New York, États-Unis	14 et 15 octobre 2014	<i>Autres dépenses : Indemnité quotidienne et dépassement des coûts 2</i>	1 126,75 \$
ASME IAB Fall Meeting	Arlington VA, Washington, États-Unis	21 et 22 octobre 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
Rencontre ASME_ IEE. La RBQ est le seul organisme Québécois accrédité par l'American Society of Mechanical Engineers pour l'approbation des appareils sous pression. Mme Kobt est la coordonatrice du programme de la RBQ. À ce titre, elle doit participer à cette rencontre de l'ASME.	New York, États-Unis	7 novembre 2014	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$
À titre de présidente sortante et à la demande spécifique du président en titre de l'American Society of Mechanical Engineers, Mme Kobt est invitée à participer à la rencontre annuelle «Mid Year Retreat».	Naples, Floride, Etats-Unis	12 au 17 janvier 2015	<i>Coûts payés par l'ASME</i>	0,00 \$

Ces coûts incluent les taxes sur les billets d'avion

Le total des coûts réels a déjà été déduit de 50 % lorsque qu'il est indiqué que l'Association canadienne de normalisation assume 50 % des frais de participation

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-02

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour :

Déplacement de la vice-présidente Enquêtes dans le cadre de la tournée régionale lors de la visite du bureau de Rouyn.

Itinéraire : Montréal-Rouyn-Montréal

Date du départ/retour : le 7 mai 2014

Vol du départ de 9h10 à 10h37 et vol du retour de 17h40 à 19h03

b) les coûts : 649,89 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- les noms des firmes de publicité retenues;
- la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mon d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

f) Le coût total et ventilé pour les communiqués de presse :

Communiqués de presse pour l'année 2014-2015		
DATE	SUJET	COÛT
16 avril 2014	Premières adoptions du chapitre Bâtiment du Code de sécurité – Le premier pas vers une norme unique !	12,40 \$
23 mai 2014	Convocation - Installations de tours de refroidissement à l'eau – Des nouvelles obligations pour les propriétaires	12,40 \$
25 mai 2014	Installations de tours de refroidissement à l'eau – Des nouvelles obligations pour les propriétaires et reprise de la convocation	22,80 \$
7 octobre 2014	Installations de tours de refroidissement à l'eau : Des nouvelles obligations pour les propriétaires	12,40 \$
9 octobre 2014	Code de construction : Publication du projet de règlement pour commentaires	12,40 \$
23 décembre 2014	Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs : nouvelle réglementation bientôt en vigueur	13,96 \$
5 janvier 2015	Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs : nouvelle réglementation en vigueur	11,96 \$
17 février 2015	Les résidences privées pour aînés devront être munies de gicleurs	11,96 \$
		Total : 112,28 \$

Annexe à la fiche RG-03 Campagnes de publicité et de sensibilisation 2014-2015 (contrats de moins de 25 000 \$)					
Campagnes de sensibilisation					
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Chapitre Bâtiment du Code de sécurité (CBCS)	18 528 \$	Félix Charest (HF Productions)	Trois capsules vidéo (sur site RBQ + Youtube)	juillet 2014, août 2015 et mars 2015	Expliquer aux propriétaires leurs obligations et promouvoir l'adoption de cette réglementation auprès des municipalités du Québec
Semaine de la prévention des incendies (Ministère de la sécurité publique)	4 860 \$	Interne - RBQ	Documentation		Sensibiliser les propriétaires et locataires des obligations concernant la Sécurité dans les immeubles d'habitations.
CBCS - Début des inspections dans les résidences privées pour aînés	1 731 \$	TAQ	Envoi postal massif	oct-14	Rappeler aux propriétaires de RPA leurs obligations en vertu du CBCS et les informer du début des inspections
Chapitre Bâtiment du Code de sécurité (CBCS) - 5 étages et plus	1 745 \$	TAQ	Envoi postal massif	nov-14	Rappeler aux propriétaires de bâtiments de 5 étages et plus leurs obligations en vertu du CBCS (stationnement étagés, façades et systèmes d'alarme+ les informer de la parution de deux nouvelles publications concernant les ascenseurs)
Campagne Penser sécurité (Association des stations de ski du Québec)	18 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Partenariat ASSQ et Affichage: 50 stations de ski	décembre 2014 à mars 2015	Sensibiliser les utilisateurs de remontées mécaniques d'adopter des comportements sécuritaires
Refonte du Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs	16 060 \$	Ose Design	Création de la signature visuelle (brochure, parapost et micro-site web)	à partir du 1er janvier 2015	Informers les bénéficiaires sur le contenu de leur Plan de garantie
Installation de tours de refroidissement à l'eau - envoi	3 119 \$	Postes canada	Envoi postal massif	2014-06-01	Informers les propriétaires de tours de refroidissement de la phrase 2 du règlement
Installation de tours de refroidissement à l'eau - envoi Lettres propriétaires	1 616 \$	TAQ	Envoi postal massif	2014-06-01	Informers les propriétaires de tours de refroidissement de la phrase 2 du règlement
Plomberie - contamination de l'eau potable	1 631 \$	Imprimerie provinciale	Envoi postal massif	2014-04-01	Informers les propriétaires sur les risques liés à la contamination de réseaux d'eau potable
Ascenseurs Brochures	698 \$	Impression Transcontinental	Impression	2014-11-01	Réimpression de brochures - sensibiliser les propriétaires d'ascenseurs sur leurs obligations
Appareils élévateurs Brochures	698 \$	Impression Transcontinental	Impression	2014-11-01	Réimpression de brochures - sensibiliser les propriétaires d'app. Élève. sur leurs obligations
Jeux et manèges - Guide	120 \$	Impression les copies de la capitale	Impression	2014-12-01	Sensibiliser les propriétaires de jeux et manèges sur leurs obligations
Prestation électronique de service - RBQ	630 \$	Imprimerie provinciale	Impression	2015-03-01	Informers les détenteurs de licence d'un nouveau service de paiement en ligne
Plomberie - multimédia	3 790 \$	Paradoxx multimédia	Multimédia sur les principales modifs. Au code	2015-01-01	Informers les acteurs du milieu de la plomberie
Total	73 225 \$				
Congrès, Colloques et Salons					
Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Dernière rencontre - Tournée CBCS des résidences privées pour aînés	1 236 \$	Interne - RBQ	Rencontre régionale	7 avril 2014	Informers les propriétaires de RPA de leurs nouvelles obligations en vertu du chapitre Bâtiment du Code de sécurité
Colloque Camping Québec	900 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque	11 avril 2014	Informers les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités
Congrès de la Corporation des officiers municipaux du Québec (COMBEQ)	3 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	du 24 au 26 avril 2014	Informers les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités
Congrès de l'Association des ressources intermédiaires d'hébergement du Québec (ARHQ)	3 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	8 mai 2014	Informers les intervenants des nouvelles obligations en vertu du CBCS
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	14 172 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	du 17 au 19 mai 2014	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Congrès de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ)	3 575 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Documentation	du 22 au 24 mai 2014	Informers les intervenants sur les nouvelles exigences dans la réglementation CPCQ et CPCS
Congrès de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	2 275 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	du 18 au 20 sept. 2014	Informers les entrepreneurs et intervenants sur la refonte du Règlement sur le plan de garantie
Congrès de l'Association de la construction du Québec (ACQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	du 2 au 4 oct. 2014	Informers les entrepreneurs et intervenants sur la refonte du Règlement sur le plan de garantie
Congrès de l'Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ)	7 450 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	2 et 3 oct. 2014	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	8 020 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	du 24 et 25 oct. 2014	Informers les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités (électricité)
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	14 641 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosques, ateliers et documents	30 octobre et 13 novembre 2014	Informers les intervenants en bâtiment sur l'efficacité énergétique et les toitures végétalisées.
Salon rénovation et maison neuve (Laval)	9 800 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	du 22 au 25 janv. 2015	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
Salon ExpoHabitation de Montréal	10 875 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	du 5 au 8 fév. 2015	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
Total	84 944 \$				
Campagnes de publicité					
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Média choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Révision du chapitre Plomberie du Code de construction et du Code de sécurité	2 030 \$	Interne - RBQ	Magazine IMB - CMMTQ	1er mai 2014	Informers les intervenants sur les nouvelles exigences dans la réglementation CPCQ et CPCS
Amendes salées	1 300 \$	Interne - RBQ	Répertoire des membres de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	1er juillet 2014	La Loi sur le bâtiment prévoit d'importantes amendes en cas de travail sans licence.
Nouveau point de services - bureau RBQ au Saguenay / Lac St-Jean	3 105 \$	CSPQ	Le Quotidien, Écho de la Baie, Le Réveil, Le Courrier du Saguenay, Le Lac St-Jean, Nouvelles Hebdo, L'étoile du Lac	Juillet et Août 2015	Informers les citoyens et intervenants d'un nouveau point de services de la RBQ à Jonquière
Construction en bois 5 et 6 étages	3 850 \$	Interne - RBQ	Magazine spécialisé (Formes)	1er décembre 2014	Rappeler l'introduction des dispositions portant sur la construction en bois dans le prochain Code de construction.
Chapitre Bâtiment du Code de sécurité	1 350 \$	Interne - RBQ	Infolettre et site du regroupement des gestionnaires de copropriétés du QC	décembre 2014 et mars 2015	Rappeler les exigences contenues au CBCS visant les condos
Total	11 635 \$				

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-04

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme (du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015) :

Conférence de presse à Québec, le 25 mai 2014

Lieu	Observatoire de la Capitale de l'édifice Marie-Guyart
Objet	Présentation du Règlement modifiant le Code de sécurité intégrant des dispositions relatives à l'entretien des tours de refroidissement à l'eau.
Nombre de personnes	35
Coût	1085,40\$

Par une firme externe (du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015) : aucun évènement.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-05

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Organisés par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Pour 2014-2015 (jusqu'au 28 février 2015) :

Organisés par une firme externe

Nous n'avons pas de formation de communication organisée par une firme externe.

Organisés par le ministère ou l'organisme

Montant : 799,08 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : MESS : Développement organisationnel / Formation REGAIN.

But visé par la dépense : Favoriser les bonnes interactions avec la clientèle externe et interne.

En 2015-2016

Organisés par une firme externe

Montant : 795 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : Technologia

But visé par la dépense: Développer les compétences en gestion.

Organisés par le ministère ou l'organisme

Nous n'avons pas de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-06

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-07

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé) ;
- d) la date d'octroi du contrat ;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Nom du fournisseur	Montant	Objet du contrat	Mode d'octroi
Médigestal inc.	1 000,00 \$	Expertise requise	Contrat conclu de gré à gré
Uniglobe Voyages Carolann inc.	1 011,25 \$	Billets d'avion	Contrat conclu de gré à gré
Traiteur Piatto Rustico inc.	1 011,70 \$	Services de traiteur	Contrat conclu de gré à gré
Commission scolaire de Montréal [CSDM] (CS de Montréal)	1 050,00 \$	Formation des inspecteurs de la Régie dans le domaine des escaliers mécaniques	Contrat conclu de gré à gré
Gagnon Sénéchal Coulombe inc.	1 062,70 \$	Services de huissier pour les dossier en urgence	Contrat conclu de gré à gré
Transports Lacombe inc., Les	1 070,00 \$	Transport et déménagement	Contrat conclu de gré à gré
Julien - Leblanc Traiteur	1 081,25 \$	Services de traiteur	Contrat conclu de gré à gré
Sono vidéo inc.	1 083,33 \$	Travaux de câblage informatique et de l'installation de salles de vidéoconférence	Contrat conclu de gré à gré
Siemens Canada limitée	1 100,00 \$	Relocation d'un lecteur de cartes magnétiques	Contrat conclu de gré à gré
Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires	1 112,00 \$	Accompagnement dans la mise à jour d'un logiciel	Contrat conclu de gré à gré
Fournitures de bureau Denis inc.	1 119,92 \$	Acquisition de mobilier pour une salle de vidéoconférence	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Classique (9102-8001 Québec inc.)	1 141,65 \$	Formation en jeux et manèges	Contrat conclu de gré à gré
Corbeil Électrique inc.	1 161,96 \$	Achat d'appareils électroménagers	Contrat conclu de gré à gré
Uniglobe Voyages Carolann inc.	1 165,08 \$	Billets d'avion	Contrat conclu de gré à gré
Imprimerie Provinciale inc.	1 185,00 \$	Impression de 8000 dépliants - Système d'eau potable - Attention à la contamination	Contrat conclu de gré à gré
Lavoie, Stéphane (Express"O")	1 200,00 \$	Lavage d'autos CGER	Contrat conclu de gré à gré
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 200,00 \$	Formation	Contrat conclu de gré à gré
Rodimax inc.	1 308,99 \$	Travaux électriques	Contrat conclu de gré à gré
Lumen	1 352,87 \$	Équipement de protection individuelle répondant à la norme CSA Z2462-F08	Contrat conclu de gré à gré
Compro communications inc.	1 356,00 \$	Accès aux messages vocaux de diffusion de capsules d'information	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Palace Royal (Hôtel Palace Royal inc.)	1 400,00 \$	Midi-conférence en santé et sécurité au travail	Contrat conclu de gré à gré
CIRA Services médicaux inc.	1 455,00 \$	Expertise médicale dossier d'assurance-traitement	Contrat conclu de gré à gré
Synergie Management inc. (Profil sécurité)	1 457,00 \$	Services d'investigation dans un dossier	Contrat conclu de gré à gré
9248-3023 Québec inc. (Hôtel l'Urbania)	1 457,48 \$	Rencontre portant sur le rôle et les responsabilités du chef d'équipe	Contrat conclu de gré à gré
Loye, Nathalie	1 500,00 \$	Formation portant sur la rédaction d'un item à choix multiple - Projet élaboration d'examen de la qualification professionnelle	Contrat conclu de gré à gré
Éditions Yvon Blais inc., Les	1 525,00 \$	Frais pour services en ligne - REJB	Contrat conclu de gré à gré
Institut maritime du Québec	1 534,00 \$	Ajustement des masques de protection individuel pour les inspecteurs intervenant près d'une installation de tour de refroidissement à l'eau.	Contrat conclu de gré à gré
Corporation d'affacturage J D	1 614,52 \$	Service réaménagement de bureau et de meuble au 800 place d'Youville	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel et suites le Dauphin	1 619,05 \$	Rencontre annuelle des gestionnaires de la DOASP	Contrat conclu de gré à gré
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	1 800,00 \$	Accompagnement et coaching dans le cadre de la formation White Belt.	Contrat conclu de gré à gré
Centre de formation en secourisme du Québec	1 828,00 \$	Matériel de secourisme	Contrat conclu de gré à gré
CIRA Services médicaux inc.	1 870,00 \$	Services d'évaluation en santé des personnes	Contrat conclu de gré à gré
Pairon, Sébastien	1 875,00 \$	Services d'identification des besoins de formation des chefs d'équipe	Contrat conclu de gré à gré
Transports Lacombe inc., Les	1 895,00 \$	Déménagement	Contrat conclu de gré à gré
Château Royal inc.	1 949,88 \$	Rencontre annuelle de la Direction territoriale du Nord-Ouest	Contrat conclu de gré à gré
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	1 950,00 \$	Abonnement au quotidien - Le Courrier parlementaire	Contrat conclu de gré à gré
Ose Design inc.	2 000,00 \$	Proposition de brochure du Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs	Contrat conclu de gré à gré
Pineau, Geneviève	2 000,00 \$	Proposition de brochure du Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs	Contrat conclu de gré à gré
Siamois Graphisme inc.	2 000,00 \$	Proposition de brochure du Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs	Contrat conclu de gré à gré
National Board of Boiler And Pressure Vessel Inspectors	2 175,00 \$	Commission word cards_NBBPVI_Année 2015 (DSTASP & DIASP)	Contrat conclu de gré à gré

Nom du fournisseur	Montant	Objet du contrat	Mode d'octroi
Imprimeries Transcontinental inc.	2 386,00 \$	Impression de brochures Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs	Contrat conclu par appel d'offres sur invitation
Expertise Neurosciences inc.	2 400,00 \$	Expertise médicale	Contrat conclu de gré à gré
Groupe CFC	2 400,00 \$	Services de formation sur l'obligation de civilité en milieu de travail	Contrat conclu de gré à gré
Transports Lacombe inc., Les	2 597,30 \$	Déménagement	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Montfort Nicolet inc.	2 683,41 \$	Rencontre annuelle et formation "Amélioration continue Lean" à l'Hôtel Montfort de la Direction des opérations et des appareils sous pression	Contrat conclu de gré à gré
Expertise Neurosciences inc.	2 747,90 \$	Expertise médicale	Contrat conclu de gré à gré
Société en Commandite Hotel Place d'Youville (Marriott Courtyard Québec)	2 790,94 \$	Frais d'annulation de la location d'une salle et service de traiteur	Contrat conclu de gré à gré
CCD Canada inc.	2 875,00 \$	Accès Web de consultation sur les chantiers de construction	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Solotech inc.	2 977,50 \$	Remplacement de systèmes visioconférences désuets	Contrat conclu de gré à gré
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	2 998,00 \$	2 passeports Multi-CPA pour diverses formations aux membres du CPA, CA	Contrat conclu de gré à gré
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	3 500,00 \$	Sessions de formation en santé et sécurité au travail	Contrat conclu de gré à gré
Paradoxx productions multimédia inc.	3 790,00 \$	Effectuer des modifications à l'interface multimédia	Contrat conclu de gré à gré
IBM Canada limitée	3 932,00 \$	Abonnement et assistance	Contrat conclu de gré à gré
Spécialiste du Stylo - papeterie inc., Le	3 937,00 \$	Acquisition de mobilier	Contrat conclu de gré à gré
Systèmes canadiens Kronos	4 500,00 \$	Session de formation sur le fonctionnement du logiciel Kronos Workforce Ready	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Montfort Nicolet inc.	4 574,60 \$	Réunion des gestionnaires de la RBQ	Contrat conclu de gré à gré
Siemens Canada limitée	4 724,00 \$	Ajout d'un lecteur de carte sur la porte de la cuisine au 3ème étage (avec le remplacement de la poignée à numéro par une poignée bec de canne, ainsi que la protection du filage jusqu'à la salle de télécom).	Contrat conclu de gré à gré
Fontaine, Andrée	5 000,00 \$	Ressource externe pour assurer la surveillance des examens dans le bureau de Longueuil	Contrat conclu de gré à gré
Solotech Québec inc.	6 190,00 \$	Acquisition de composantes supplémentaires pour les systèmes de visioconférences	Contrat conclu par appel d'offres sur invitation
Irving Mitchell Kalichman S.E.N.C.R.L.	6 465,50 \$	Services juridiques	Contrat conclu de gré à gré
Château Bromont	7 190,68 \$	Rencontre annuelle de tout le personnel (50) du domaine des appareils sous pression (formation et information sur les nouvelles réglementations.	Contrat conclu de gré à gré
BCF S.E.N.C.R.L.	7 966,11 \$	Services juridiques	Contrat conclu de gré à gré
Centre de gestion de l'équipement roulant [CGER]	8 035,19 \$	Installation de 3 bornes de recharge pour voitures électriques.	Contrat conclu de gré à gré
Siemens Canada limitée	8 299,00 \$	Installation d'équipement de contrôle d'accès	Contrat conclu de gré à gré
Académie linguistique internationale inc.	8 680,00 \$	Cours d'anglais dispensés à 7 employés pour les soutenir dans leurs fonctions (communications avec les médias, comités nationaux...)	Contrat conclu de gré à gré
Imprimeries Transcontinental inc.	9 743,00 \$	Impression de volumes - plan de garantie - Condos	Contrat conclu de gré à gré
Bouchard, Hélène (comptable)	10 000,00 \$	Accompagnement dans le processus d'appel d'offres incluant la rédaction du devis technique dans le cadre de la vérification de GMN par une firme de juricomptable	Contrat conclu de gré à gré
CBCI Télécom	10 005,50 \$	Équipement de vidéoconférence	Contrat conclu par appel d'offres sur invitation
Lumen	10 767,60 \$	Acquisition de casques arc flash et lampes frontales	Contrat conclu de gré à gré
CBCI Télécom	11 342,16 \$	Équipements de visioconférence	Contrat conclu par appel d'offres sur invitation
Uniformes Moderna, Les	11 476,00 \$	302 casques de sécurité achetés pour les enquêteurs et les inspecteurs	Contrat conclu de gré à gré
Technorm inc.	12 500,00 \$	Formation aux inspecteurs sur les bâtiment de grande hauteur	Contrat conclu de gré à gré
Global Upholstery Co. Inc.	12 893,00 \$	Acquisition de mobilier	Contrat conclu de gré à gré
Siemens Canada limitée	13 644,00 \$	Installation d'équipements de contrôle	Contrat conclu de gré à gré
Solotech Québec inc.	13 705,90 \$	Acquisition du matériel pour la mise en place d'un système d'enregistrement des audiences	Contrat conclu de gré à gré

Nom du fournisseur	Montant	Objet du contrat	Mode d'octroi
Rodimax inc.	15 000,00 \$	Frais de stationnements réservés pour les véhicules CGER	Contrat conclu de gré à gré
Société Plan de Vol inc.	15 200,00 \$	Mise en place de la gestion des comités sans papier	Contrat conclu de gré à gré
Euromart Corporation du Canada inc.	15 402,00 \$	Travaux d'aménagement	Contrat conclu de gré à gré
Imprimeries Transcontinental inc.	17 365,72 \$	Impression de volumes - Plan de garantie - maisons	Contrat conclu de gré à gré
Ose Design inc.	17 665,00 \$	Obtenir les services d'une firme en design graphique afin d'assister la production de différents documents.	Contrat conclu de gré à gré
Charest, Félix	18 527,80 \$	Production de trois capsules vidéos pour le Chapitre bâtiment du Code de sécurité (CBCS)	Contrat conclu de gré à gré
Centre de gestion de l'équipement roulant [CGER]	18 604,68 \$	Location de 3 véhicules	Contrat conclu de gré à gré
Egyde conseils inc.	19 250,00 \$	Expert en sécurité de l'information ayant le mandat d'accompagner la RBQ afin de démontrer que la prestation électronique de services répond à la norme PCI-DSS	Contrat conclu de gré à gré
Desaulniers, Lucie	19 600,00 \$	Services de rédaction spécialisée en contenus destinés aux consommateurs (nouveau règlement sur le plan de garantie)	Contrat conclu de gré à gré
LCO-consultants en constructions et gestion inc.	19 887,50 \$	Fournir une évaluation des coûts d'impact pour les propriétaires de bâtiments RPA existante afin d'installer des gicleurs conformément au projet de règlement modifiant le Code de sécurité	Contrat conclu de gré à gré
IC formation	20 520,00 \$	Formation des inspecteurs en bâtiment	Contrat conclu de gré à gré
Ass. des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)	22 000,00 \$	Étude d'identification des besoins des consommateurs dans le domaine de la construction résidentielle	Contrat conclu de gré à gré
Fugère Conseil inc.	22 050,00 \$	Prise des besoins par secteur d'activités en gestion documentaire	Contrat conclu de gré à gré
Bureau de normalisation du Québec [BNQ]	24 000,00 \$	Recherche sur les réglementations de construction en bois	Contrat conclu de gré à gré
Ernst & Young S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	24 000,00 \$	Accompagnement et services conseils en comptabilité	Contrat conclu de gré à gré
Courbec - Fonds de Solidarité FTQ	24 376,16 \$	Acquisition et installation de mobilier à la direction des services à la clientèle.	Contrat conclu de gré à gré
Yves Dubeau, services conseils	24 875,00 \$	Conseil et soutien dans l'implantation d'un modèle corporatif de gestion intégré de risques	Contrat conclu de gré à gré

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-08

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune;
- la grille d'évaluation des soumissions ;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

a) Liste des soumissions

Numéro de l'appel d'offres	Nom de l'adjudication	Montant de la soumission	Justification du choix du soumissionnaire retenu
367 100 013	R3D Conseil inc. Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	2 170 600 \$ 2 400 426 \$	Contrats à exécution sur demande conclus avec deux prestataires de services ayant obtenu le 1 ^{er} et 2 ^e rang selon le prix ajusté le plus bas.
367 100 017	R3D Conseil inc. CGI Inc. CMI Groupe Conseil Fujitsu Canada	2 017 610 \$ ND ¹ ND ND	Services professionnels- Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)
367 100 020	Accuracy Canada inc. Raymond Chabot Grant Thornton et cie SC Services de gestion KPMG	470 500 \$ ND ND	Services professionnels- Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)
367 100 025	Nurun Services conseils Conseillers en gestion et informatique CGI Fujitsu Conseil (Canada) inc. Groupe Nexio	254 860 \$ ND ND ND	Services professionnels- Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)

Les informations b), d) et e) sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

¹ Les montants de ces soumissions non retenues sont confidentiels.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-09

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat visé par l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics n'a été octroyé par la RBQ en 2014-2015.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissement, bureaux, organismes d'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :

- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombres de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministre ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue e de fin de son contrat ;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - a. la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Les informations sur les projets de développement informatique dont la réalisation est confiée au CSPQ figurent dans le tableau de la page suivante (contrats de moins de 25 000\$).

Les services associés aux technologies de l'information sont impartis au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), à l'exception des fonctions de pilotage et de gouvernance, qui sont effectuées par le personnel de la RBQ. Conséquemment, tant les infrastructures que les développement applicatifs sont hébergés et réalisés au CSPQ. L'objectif est de bénéficier d'économie d'échelle sur les services offerts par le CSPQ à tous les ministères et organismes qu'il dessert. En ce qui concerne le logiciel libre, c'est le CSPQ qui évalue la pertinence de telles solutions au regard des besoins, en prenant en considération les infrastructures existantes.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

Nom du projet	Nature du projet	Dépenses 2014-2015 (au 28 février 2015)	Pourcentage de réalisation	Statut	Utilisation des logiciels libres
Optimiser le système de localisation actuel (LOC)	Optimiser le système de données de références territoriales	229 304 \$	70 %	En cours	Note 1
Migration postes de travail à Windows 8.1	Migrer les postes de travail de Windows XP vers Windows 8.1 et Office 2013.	322 700 \$	60 %	En cours	Note 2
Migration du système de numérisation des documents (Ascent Capture)	Migration du système de numérisation des documents déposés dans le système mission de la RBQ	189 747 \$	100 %	Terminé	Note 1
Système d'information pour les enquêtes	Développement d'un système pour la gestion des poursuites et des enquêtes.	141 004 \$	5 %	En cours	Note 4
Système de gestion des revenus (REV)	Optimiser la gestion des comptes à recevoir et les échanges entre GIC et REV - Enrichir l'entrepôt des données financières	8 709 \$	10 %	En cours	Note 3
Migration Oracle	Mettre à jour les applicatifs / serveurs Oracle dans le cadre de la migration Windows 8.1.	496 175 \$	50 %	En cours	Note 2
Migration Siebel (GIC)	Mettre à jour le progiciel Siebel sur lequel est basé le principal système mission de la RBQ. La version actuellement utilisée ne supporterait pas le rehaussement des postes de travail vers Windows 8.	1 472 316 \$	100 %	Terminé	Note 2
Système d'information pour la gestion de projet	Implantation d'un système de gestion de projets qui permettra d'offrir aux usagers un emplacement pour saisir, classer et mettre à jour les données par projet.	83 949 \$	75 %	En cours	Aucun logiciel libre n'a été identifié
Prestation électronique de service	Implantation d'un service de paiement en ligne pour la clientèle de la RBQ (phase 1 paiement en ligne 100% réalisé).	1 274 254 \$	30 %	En cours	Note 1
Tour de refroidissement à l'eau	Transmission électronique des résultats de laboratoire des installations de tours de refroidissement à l'eau (des laboratoires à la RBQ)	6 404 \$	5 %	En cours	Note 3
Enregistrement des audiences	Implanter un système d'enregistrement des audiences dans les salles utilisées par les régisseurs	81 743 \$	100 %	Terminé	Aucun logiciel libre n'a été identifié
Refonte intranet	Effectuer la refonte de l'intranet et mettre à disposition des utilisateurs un espace collaboratif afin de favoriser le partage d'information	84 044 \$	80 %	En cours	Le logiciel libre WordPress est utilisé
Totaux		4 390 349 \$			

Note 1 : Le système mission de la RBQ est basé sur le progiciel Oracle Siebel. Ces projets font partie de la stratégie de modernisation des systèmes applicatifs de la RBQ qui consiste à intégrer certaines informations et processus dans un seul et même système. L'objectif étant de bénéficier lorsque possible, d'une vision complète des services offerts à la clientèle. L'utilisation des logiciels libres dans le cadre de ces projets, ou de tout autre progiciel, ne servirait donc pas les objectifs de la RBQ vis-à-vis de la stratégie en place.

Note 2 : Il s'agit de projets autorisés par le Secrétariat du conseil du trésor dans le cadre du projet gouvernemental de migration des postes de travail vers Windows 8.1 et Office 2013. Tous ces projets sont des prérequis au passage vers le nouvel environnement de travail ciblé.

Note 3 : Étude préliminaire en cours par le CSPQ.

Note 4 : Préparation du dossier d'affaires en cours

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes publics sous l'autorité du ministre, le montant pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement ;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

Ce tableau correspond aux dépenses pour les membres de la haute direction

Dépenses	1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015
a) la photocopie	9 120,73 \$
b) le mobilier de bureau Réaménagement du 3 ^e étage, 545 Crémazie	23 778,47 \$
c) l'ameublement - divers mobiliers pour la RBQ	0 \$
d) décoration et embellissement	0 \$
e) le distributeur d'eau de source	0 \$
f) le remboursement des frais de transport	15 849,49 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement	13 512,40 \$
h) le remboursement des frais de repas	7 024,12 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	2 844,81 \$
• au Québec	
• à l'extérieur du Québec :	

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables ;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance ;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Dépenses reliés à la téléphonie pour le bureau du président directeur général et les bureaux des vice-présidents de la RBQ. À noter que le personnel présent dans ces bureaux utilise dix (10) ordinateurs portables.

	TOTAL
Cellulaires	3 575,25 \$
Tablettes	1 592,00 \$
Coût pour 2014-2015	5 167,25 \$

Notes :

- Il n'y a pas de téléavertisseurs à la RBQ.
- Coût d'acquisition des appareils : l'appareil est généralement fourni gratuitement à la signature du contrat, ou à prix réduit, et les acquisitions se faisant de façon décentralisée, il n'y a pas de compilation au niveau organisationnel.
- Depuis août 2012, le coût des contrats téléphoniques est assimilable au coût d'utilisation. De façon générale, les contrats téléphoniques sont basés sur une offre gouvernementale standard pour tous les M/O.
- Il y a peu ou pas de coût de résiliation à la RBQ, car on évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ de l'employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.),
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Les réponses sont données aux pages suivantes.

a-b) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Les données présentées sont celles de l'année 2014-2015. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 4 mars 2015**, soit **464** employés réguliers pour 2014-2015.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 4 mars 2015)

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	25	5,4 %	18	3,9 %	43	9,3 %
Total	25	5,4 %	18	3,9 %	43	9,3 %

Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	1,1 %	15	3,2 %	20	4,3 %
35 ans et plus	45	9,7 %	46	9,9 %	91	19,6 %
Total	50	10,8 %	61	13,1 %	111	23,9 %

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	16	3,4 %	36	7,8 %	52	11,2 %
35 ans et plus	142	30,6 %	116	25,0 %	258	55,6 %
Total	158	34 %	152	32,8 %	310	66,8 %

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	21	4,5 %	51	11,0 %	72	15,5 %
35 ans et plus	212	45,7 %	180	38,8 %	392	84,5 %
Total	233	50,2 %	231	49,8 %	464	100,0 %

Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 4 mars 2015)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	2
Total	0	0	0	2

Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	6
35 ans et plus	1	0	0	6
TOTAL	1	0	0	12

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	1	0	0	7
35 ans et plus	4	5	0	79
Total	5	5	0	86

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	1	0,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	13	2,8 %
35 ans et plus	5	1,1 %	5	1,1 %	0	0,0 %	87	18,8 %
Total	6	1,3 %	5	1,1 %	0	0,0 %	100	21,6 %

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c) d) e) f) et g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 6 mars 2015)

Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).

Catégories	2014-2015
Personnel d'encadrement	309,5
Professionnels	1 111,5
Fonctionnaires	5 702,0
Total	7 123,0

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 6 mars 2015)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	5	13	10	10
Professionnels	25	48	20	18
Fonctionnaires	130	153	37	22
Total	160	214	67	50

e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL (données au 6 mars 2015)

Catégories	2014-2015 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre total d'heures compensées	Total
Professionnels	1 378,95	1 657,37	3 036,32
Fonctionnaires	2 505,30	1 723,19	4 228,49
Total	3 884,25	3 380,56	7 264,81

f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 6 mars 2015)

Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Catégories	2014-2015
Personnel d'encadrement	1 035,0
Professionnels	2 068,0
Fonctionnaires	6 356,0
Total	9 459,0

g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 6 mars 2015)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	11	22	3	0
Professionnels	55	39	3	1
Fonctionnaires	165	124	2	0
Total	231	185	8	1

h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS

ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERES ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Régions administratives	2012-2013 (au 30 novembre 2012)					2013-2014 (au 2 avril 2014)					2014-2015 (au 4 mars 2015)				
	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total
01 Bas-Saint-Laurent		2	7	1	10		2	6	1	9		2	7	1	10
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			7	2	9			7	1	8			7	1	8
03 Capitale-Nationale	10	35	47	11	103	17	42	45	14	118	16	44	46	14	120
04 Mauricie		1	7	2	10		1	8	2	11		1	7	2	10
05 Estrie	2	1	7		10	1	1	6		8	1	1	6		8
06 Montréal	13	51	59	35	158	19	52	62	49	182	17	60	66	50	193
07 Outaouais		1	6		7		1	6		7		1	6		7
08 Abitibi-Témiscamingue			3	1	4			3	1	4			3	1	4
13 Laval	4	1	44	5	54	4	1	46	3	54	4	2	44	4	54
16 Montérégie	3	2	42	5	52	5		44	6	55	5		39	6	50
Total	32	94	229	62	417	46	100	233	77	456	43	111	231	79	464

k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR (EXPERT ET ÉMÉRITE)

Année	Catégories d'emploi	Total
2012-2013 (au 30 novembre 2012)	Professionnel	17
2013-2014 (au 2 avril 2014)	Professionnel	21
2014-2015 (au 4 mars 2015)	Professionnel	21

d) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

Année	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2012-2013 (au 30 novembre 2012)	0	2	1	3
2013-2014 (au 2 avril 2014)	0	2	2	4
2014-2015 (au 4 mars 2015)	0	2	3	5

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) : (ETC TOTAUX AUTORISÉS)

Au 1^{er} avril 2011 : 428

Au 1^{er} avril 2012 : 425

Au 1^{er} avril 2013 : 499

Au 1^{er} avril 2014 : 498

Au 1^{er} avril 2015 : donnée non disponible

La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire de travail n'est pas disponible.

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉS PAR RAISONS DU DÉPART :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche: RG-16

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le nombre de départs à la retraite 2014-2015

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

La Régie du bâtiment du Québec dénombre 8 départs à la retraite au 4 mars 2015 pour 2014-2015. La Régie est autorisée, par le Conseil du trésor, à remplacer six employés sur dix partant à la retraite.

Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de l'année 2014-2015, la Régie du bâtiment du Québec n'a engagé aucun retraité de la fonction publique par voie de recrutement à titre d'employé occasionnel.

La Régie du bâtiment du Québec a octroyé un contrat de services professionnels à un retraité de la fonction publique.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Les informations demandées sont fournies dans les tableaux annexés à la présente fiche.

Annexe (1) à la fiche RG-17 :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes

Objet	Propriétaire	Coût (par mois)	Surface	Durée du bail
Location - bureau 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 120 Gatineau	SQI	6 975 \$	359 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 3885, boul. Harvey, 4 ^{ème} étage, Saguenay	4423631 Canada inc *	5 122 \$	410 m ²	1995-06-01 2014-12-31
Location - bureau 1800, boul. le Corbusier, 1 ^{er} étage, Laval	9118-9308 Québec inc *	14 283 \$	1 164 m ²	2000-05-01 2017-04-30
Location - bureau 201, place Charles- Lemoyne, bureau 3.10 Longueuil	SQI	9 740 \$	932 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 545, boul. Crémazie Est Montréal	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) *	126 372 \$	4213.42 m ²	1993-05-01 2023-04-30
Location - bureau / entrepôt 800, place d'Youville, Québec	Édifice D'Youville inc * Entrepôt Boul. W-Hamel	65 280 \$ 199.14	3050.54m ² 35 m ²	2004-11-01 2021-10-31
Location - bureau 337, rue Moreault, 1 ^{er} étage, Rimouski	SQI	4 649 \$	406 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 170, rue Principale, bureau 205 Rouyn-Noranda	Édifices Centre-ville Enr. *	3 589 \$	216 m ²	2004-01-30 2015-11-16
Location - bureau 280, avenue Arnaud Sept-îles	Société de l'assurance automobile du Québec *	127 \$	9 m ²	2008-03-01 2013-02-28
Location – bureau 200, rue Belvédère Nord, bureau 4.10 Sherbrooke	2423-5632 Québec inc *	8 104 \$	473 m ²	1989-07-15 2019-07-14
Location – bureau 100, rue Laviolette, bureau 115 Trois-Rivières	SQI	6 420 \$	563 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location – bureau 35 rue de Port-Royal Montréal	Rodimax *	33 405 \$ (1 ^{er} avril au 30 juin 2014) 27 107\$ (30 juin 2014au 31 mars 2015)	1764.9 m ² 1432.15 m ²	2011-02-01 2016-01-31

* Aucun bail n'a été signé directement entre la RBQ et les propriétaires de ces édifices. La SQI agissant en tant qu'intermédiaire.

Annexe (2) à la fiche RG-17 :

Liste des travaux effectués par la SQI pour les espaces occupés par la RBQ

Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2014

OBJET	NO D'ENTENTE	COÛT	FACTURE #
Aménagement - bureau 35 Port-Royal 4 ^e phase	255082	255 827 \$	192780
Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2014 autres que la SQI			
OBJET	NO D'ENTENTE	COÛT	FACTURE #
Euromart (Construction d'un bureau fermé au 800 Place d'Youville, 16 ^e étage)	367304572	15 402 \$	9218
Société Immobilière Courbec Séparation de la salle de conférence du 4 ^e étage (local 406), en deux salles, avec un agrandissement de la cuisine (local 412) au 545 Crémazie Est, Montréal.	367302822	39 309 \$	2144 2211
Société Immobilière Courbec Aménagements de nouveaux espaces pour la salle du CA et des salles de visioconférences et réaménagements des bureaux du Président directeur général, des Vice-présidents et du Secrétariat général pour le 545 Crémazie Est 3 ^e étage Montréal	367302759	235 661\$	2147 2148
Siemens Canada Ltée Sécurisation des locaux, dû aux aménagements de la salle du Conseil d'administration et des bureaux du Président directeur général, des Vice-présidents et du Secrétariat général au 545 Crémazie Est, Montréal	367302714 367304344	4 724 \$ 13 644 \$	92849767 92628133
Siemens Canada Ltée Sécurisation de portes supplémentaires au 7 ^e étage du 545 Crémazie Est, Montréal	367302687	8 299 \$	92628131

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publiques, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux ;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réaménagement des bureaux du PDG, des VP et du Secrétariat général au 3^{ième} étage du 545 Crémazie Est, Montréal, incluant l'aménagement d'une salle pour les séances du conseil d'administration et des salles de visioconférences et les réaménagements des bureaux du Président directeur général, des Vice-présidents et du Secrétariat général.

Coûts totaux : 379 448 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-20

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale.
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucune personne n'était dans cette situation en 2014-2015.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2015-2016;
- c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- a) Alain Racine
 - b) Directeur adjoint au directeur du Service de renseignements à la Commission des normes du travail
 - c) Selon l'échelle de traitement et les avantages prévus pour les cadres
 - d) Cadre 6 à la Direction du soutien organisationnel à la RBQ
 - e) Cadre 6 à la Commission des normes du travail
 - f) Le 16 septembre 2013
 - g) Le 30 septembre 2014.
-
- a) Richard St-Denis
 - b) Du 13 février 2014 au 28 septembre 2014, affecté auprès du président-directeur général de la Régie des rentes du Québec. Le 29 septembre 2014, affecté auprès du sous-ministre au ministère de la Sécurité publique et son traitement est assumé par le ministère de la Sécurité publique
 - c) Selon les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein – décret 450-2007
 - d) Vice-président responsable des enquêtes à la RBQ – mandat de 5 ans à compter du 19 décembre 2011.
 - e) Le 13 février 2014
 - f) Le 18 décembre 2016

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant par catégories.

Période couverte : du 1er avril 2014 au 28 février 2015

Détails	Coûts
SOQUIJ- Azimut et plunitifs	35 898 \$
SEAO Constructo (11 mois X 39.95 \$, taxes en sus)	440 \$
Receveur général du Canada (Bureau du surintendant des faillites)	2 560 \$
Publications – Domaines spécialisés en lien avec la réglementation	5 815 \$
La Référence – Éditions Yvon Blais	1 525 \$
SOQUIJ – Azimut et plunitifs	5 235 \$
Courrier parlementaire (information journalistique de l'assemblée nationale)	1 950 \$
Revue de presse par DEMO	13 000 \$
Droits d'auteur payés au CSPQ (66 personnes) pour la revue de presse	17 100 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée par la RBQ à cet effet.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : Alphinat, David Rancourt et Traduction Langue d'Oc.
- c) **Les coûts de construction du site** : 10 020,53\$ en 2013-2014.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **Hébergement** : 120\$ par mois.
 - **Entretien** : Aucuns frais.
 - **Mise à jour** : Aucuns frais. Les mises à jour sont effectuées à l'interne.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Ce n'est pas régulier. Cependant, une refonte est prévue lors de la mise à jour du chapitre Bâtiment du Code de construction.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Registre des détenteurs de licence

<http://www.rpe.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Registre des détenteurs de licence.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ
- c) **Année de construction** : 2008
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : ces coûts sont compris dans l'entente de service de base avec le CSPQ.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** (en spécifiant combien le site a été refait et les raisons du changement) : Aucun
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Les données du site sont rafraîchies quotidiennement
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : Régie du bâtiment du Québec.

Site Web de la Régie du bâtiment du Québec

www.rbq.gouv.qc.ca

- a) **le nom du site Web** : Site Web de la Régie du bâtiment du Québec.
- b) **le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : la conception a été effectuée en 2011. Donc aucune firme pour la conception en 2014-2015.
- c) **les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2014-2015.
- d) **les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **hébergement** : 3 000\$.
 - **entretien** : 78 700\$.
 - **mise à jour** : 33 400\$.
- e) **les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte en 2014-2015.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **la fréquence moyenne de mise à jour** : les mises à jour de contenu sont quotidiennes. Les mises à jour technologiques sont effectuées au besoin.
- h) **le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX** **DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-28

Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Veillez vous référer à la réponse de la question RG-07

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-29

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion de 2015-2016 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-31

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre .

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-32

La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-33

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-34

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel de gestion 2014-2015 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-36

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-37

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Pour la période du 1^{er} avril 2014 au 4 mars 2015 :

Bonis pour rendement exceptionnel accordés	Catégorie d'emplois				Total
	Cadres	Fonctionnaires	Avocats	Professionnels	
Nombre d'employés visés	0	2	5	10	12
Montant total accordé	0 \$	3 145 \$	13 730 \$	22 613 \$	25 758 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ (incluant les montants versés pour bris de contrat) n'a été versée pour l'année financière 2014-2015.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-39

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-40

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Aucun cadre ou dirigeant n'a reçu de salaire sans qu'une fonction ne lui soit assignée.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-41

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?

Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;
- c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-42

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Les comités formés par la RBQ qui ont été actifs en 2014-2015 sont énumérés en annexe de la présente fiche, avec leur mandat et les organismes participants.

Annexe à la fiche RG-42

Liste des comités formés par la RBQ et actifs en 2014-2015 (du 1^{er} mars 2014 au 28 février 2015)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité des partenaires - projet de recherche sur la détérioration des bétons en présence de sulfures de fer	Rencontre annuelle concernant l'avancement des travaux du projet de recherche sur la détérioration des bétons en présence de sulfures de fer	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), Inspec-Sol, Laboratoires Shermont, LVM inc., Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTQ), APCHQ, Association canadienne du ciment, Association Béton Québec, APCHQ (Plan de garantie), Garantie Qualité Habitation, Société d'habitation du Québec, Ville de Québec, Ville de Montréal, Groupe Qualitas, La garantie habitation et Hydro Québec
Comité consultatif du Code de construction du Québec, chapitre I, Bâtiment	Recommander à la RBQ les modifications à apporter au Code de construction, chapitre I, Bâtiment dans le cadre de la mise à jour de la réglementation	Ministère de la Sécurité publique (MSP), ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ), la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), Association des architectes en pratique privée (AAPPQ), Association des constructeurs du Québec (ACQ), Association provinciale des constructeurs en habitation du Québec (APCHQ), Ordre des architectes du Québec (OAQ), Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); les villes de Montréal et de Québec, Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ), Association des conseillers en normes du bâtiment et en sécurité incendie du Québec (ACNBSIQ), Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement (COMBEQ), Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC) et Regroupement de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles commerciaux (BOMA)
Groupe de travail sur la construction combustible	Proposer des allègements au Code de construction, chapitre I, Bâtiment afin de permettre la construction combustible au-delà de 4 étages	Ministère de la Sécurité publique (MSP), Société d'habitation du Québec (SHQ), la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), Association des architectes en pratique privée (AAPPQ), Association des constructeurs du Québec (ACQ), Association provinciale des constructeurs en habitation du Québec (APCHQ), Ordre des architectes du Québec (OAQ), Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); les villes de Laval de Québec, Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ), Association des conseillers en normes du bâtiment et en sécurité incendie du Québec (ACNBSIQ) et la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement (COMBEQ) Association des préventionnistes en incendie du Québec (ATPIQ)
Comité technique sur la partie 11 du Code de construction, chapitre 1, Bâtiment (efficacité énergétique)	Identifier les problématiques et préoccupations reliées à l'interprétation et l'application de la réglementation Offrir un soutien pour la mise en œuvre	APCHQ, ACQ, Abritat, Qualité Habitation, Bureau de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique (BEIE), des représentants de l'industrie du bois massif

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Groupe de travail interministériel sur la prévention des risques de la légionellose dans les tours de refroidissement	Proposer des exigences réglementaires sur l'entretien des tours de refroidissement pour minimiser les risques associés à la légionellose	MSSS, Société québécoise des infrastructures (SQI), MDDELCC et CSST
Comité directeur RBQ/OPHQ	Amélioration des mesures d'accessibilité dans les édifices publics	OPHQ (Office des personnes handicapées du Québec) et autres organismes oeuvrant dans ce domaine
Comité consultatif provincial en gaz (CCPG)	Présenter les recommandations du groupe de travail touchant le Code de construction chapitre II Gaz et le Code de sécurité chapitre III Gaz.	Ministère de la Sécurité publique, industrie du propane au Québec CSA, Intertek, Gaz Métro, ACSIQ, ATPIQ, OIQ et groupes d'intérêts
Comité consultatif provincial en plomberie	Consulter les principaux intervenants du domaine de la plomberie pour établir les règles régissant les installations de plomberie au Québec	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCP); Société d'habitation du Québec (SHQ) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); Ville de Montréal; Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); American Society of Plumbing Engineers (ASPE); Association de la construction du Québec (ACQ); Association des enseignants des métiers de la construction du Québec; Institut canadien de plomberie et chauffage (ICPC)
Comité consultatif provincial sur l'électricité	Consulter les principaux intervenants du domaine de l'électricité pour établir les règles régissant les installations électriques au Québec.	Hydro-Québec Distribution; Commission de la santé et de la sécurité du Travail (CSST); Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ); Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); Ordre des technologues professionnels du Québec (OTPQ); CSA International; Association des manufacturiers d'équipements électriques et électroniques du Canada (EEMAC); Électro-Fédération; Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité (AIIIE); Association des constructeurs-propriétaires en électricité et des électriciens d'entretien du Québec (ACPÉÉE); Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC); ITS Services d'essais Intertek AN

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité consultatif provincial en équipements pétroliers	Consulter les principaux intervenants du domaine pour établir les règles régissant les installations d'équipements pétroliers au Québec	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCP); Ministère de la Sécurité publique (MSP); Société d'habitation du Québec (SHQ); Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ); Association canadienne des carburants (ACC); Association québécoise des indépendants du pétrole (AQUIP); Association des entrepreneurs pétroliers du Québec (AEPQ); Regroupement de l'industrie du mazout (RIM); Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ); Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ); Ordre des technologues professionnels du Québec (OTPQ); Association minière du Québec (AMQ); Association des propriétaires et administrateurs d'immeubles du Québec (BOMA); Conseil patronal de l'environnement du Québec (CPEQ); Vérificateurs reconnus
Groupe de travail sur l'amélioration de la prévention des risques d'incendie dans les résidences pour aînés	Proposer des modifications au Code de construction, chapitre bâtiment, afin d'exiger l'installation de gicleurs dans les nouvelles résidences privées pour aînés (RPA)	Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ); Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA); Ministère de la Sécurité publique (MSP); Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); Ordre des architectes du Québec (OAQ); Association des consultants en norme du Québec (ACNBSIQ); Société québécoise des infrastructures (SQI); Société d'habitation du Québec (SHQ) Association provinciale des constructeurs en habitation du Québec (APCHQ); Association de la construction du Québec (ACQ); Spécialiste en sécurité incendie.
Comité MCC-RBQ (Agenda 21)	Le Comité conjoint a comme mandat principal de favoriser les échanges entre le MCC et la RBQ. Il agit aussi à titre de facilitateur pour le développement de solutions architecturales en lien avec les projets de construction à caractère patrimonial. Il se veut une plateforme de communication privilégiée entre ces deux organismes. Les échanges devraient permettre de bien comprendre le cadre de travail, les contraintes ainsi que la mission de chaque organisme. Il a comme objectif d'évaluer la pertinence de développer un guide expliquant les bonnes pratiques s'adressant aux professionnels du MCC et de la RBQ ainsi qu'à leurs clientèles respectives (architectes, municipalités, propriétaires).	Ministère de la Culture et des communications

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité de travail formation continue	Discuter de la possibilité que chaque corporation crée son propre règlement ou bien d'intégrer les particularités propres à leurs domaines à l'intérieur du règlement de la RBQ.	CMMTQ et CMEQ
Comités de travail dans le cadre du projet de règlement sur les installations sous pression	Projet de règlement sur les installations sous pression qui remplace le Règlement sur les appareils sous pression et permet le passage du domaine des appareils sous pression sous la Loi sur le bâtiment. Ce projet vise, entre autres, l'harmonisation des exigences dans ce domaine avec la réglementation des autres provinces et territoires du Canada, l'adoption et la mise à jour des normes et codes de références ainsi que la responsabilisation des intervenants.	Il s'agit de plusieurs comités regroupant les différents intervenants selon leur secteur d'intervention respectif : divers représentants de la clientèle des ASP (fabricants, réparateurs, installateurs, compagnie d'assurances et d'inspection), corporation (CETAF, CMMTQ) et organismes gouvernementaux (Emploi Québec).
Partenariat SIM/RBQ – CBCS Comité directeur statutaire	Établir des plans d'action conjoints en lien avec certains enjeux, Établir et mettre en place une stratégie de partenariat visant l'adoption du CBCS par la Ville de Montréal. Établir et effectuer le suivi des mandats des sous-comités Assurer une saine et efficiente cohabitation en code de sécurités	RBQ, Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)
Partenariat SIM/RBQ – CBCS Sous-comité plaintes, signalements et situations particulières	Assurer une prise en charge efficace des plaintes provenant du SIM ou de la RBQ en partageant nos modes de fonctionnement et expériences de dossiers particuliers. Identifier et présenter au comité directeur des problématiques et propositions de solutions.	RBQ, SIM
Partenariat SIM/RBQ – CBCS Sous-comité Grands chantiers	Traiter de dossiers particuliers au niveau des opérations SIM et RBQ Identifier et présenter au comité directeur des problématiques et des propositions de solutions. Mettre en place des pratiques d'intervention (conjointes ou non) sur les grands chantiers.	RBQ, SIM

Aucun honoraire n'a été versé aux membres de ces comités

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-44

Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-45

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-46

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, pour l'année 2014-2015.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-47

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en oeuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, pour l'année 2014-2015.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-48

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-49

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- la dépense totale (opération et capital);
- les grands dossiers en cours;
- le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Sommairement, la dépense totale du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015 se détaille ainsi :

Objets de coûts	Type	Montant
Acquisitions matérielles et logicielles	Fonctionnement	16 532 \$
Acquisitions matérielles et logicielles	Capitalisable	154 852 \$
CSPQ – Infrastructure, entretien et exploitation	Fonctionnement	4 233 391 \$
CSPQ - Télécommunication	Fonctionnement	417 933 \$
MERN – Hébergement et entretien de système	Fonctionnement	136 492 \$
Réalisation des projets (Coûts internes et externes)	Capitalisable	4 390 349 \$ (*)
Total des dépenses de fonctionnement	-	4 804 348 \$
Total des dépenses capitalisables	-	4 545 201 \$
GRAND TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	-	<u>9 349 549 \$</u>

* La liste des projets capitalisables est fournie dans la feuille jointe.

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet-<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

d) Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca.

Projets capitalisables	Nature du projet	Dépenses 2014-2015 (au 28 février 2015)	Pourcentage de réalisation	Statut
Optimiser le système de localisation actuel (LOC)	Optimiser le système de données de références territoriales	229 304 \$	70 %	En cours
Migration postes de travail à Windows 8.1	Migrer les postes de travail de Windows XP vers Windows 8.1 et Office 2013.	322 700 \$	60 %	En cours
Migration du système de numérisation des documents (Ascent Capture)	Migration du système de numérisation des documents déposés dans le système mission de la RBQ	189 747 \$	100 %	En cours
Système d'information pour les enquêtes	Développement d'un système pour la gestion des poursuites et des enquêtes.	141 004 \$	5 %	En cours
Système de gestion des revenus (REV)	Optimiser la gestion des comptes à recevoir et les échanges entre GIC et REV - Enrichir l'entrepôt des données financières	8 709 \$	10 %	En cours
Migration Oracle	Mettre à jour les applicatifs / serveurs Oracle dans le cadre de la migration Windows 8.1.	496 175 \$	50 %	En cours
Migration Siebel (GIC)	Mettre à jour le progiciel Siebel sur lequel est basé le principal système mission de la RBQ. La version actuellement utilisée ne supporterait pas le rehaussement des postes de travail vers Windows 8.	1 472 316 \$	100 %	En cours
Système d'information pour la gestion de projet	Implantation d'un système de gestion de projets qui permettra d'offrir aux usagers un emplacement pour saisir, classer et mettre à jour les données par projet.	83 949 \$	75 %	En cours
Prestation électronique de service	Implantation d'un service de paiement en ligne pour la clientèle de la RBQ (phase 1 paiement en ligne 100% réalisé).	1 274 254 \$	30 %	En cours
Tour de refroidissement à l'eau	Transmission électronique des résultats de laboratoire des installations de tours de refroidissement à l'eau (des laboratoires à la RBQ)	6 404 \$	5 %	En cours
Enregistrement des audiences	Implanter un système d'enregistrement des audiences dans les salles utilisées par les régisseurs	81 743 \$	100 %	Terminé
Refonte intranet	Effectuer la refonte de l'intranet et mettre à disposition des utilisateurs un espace collaboratif afin de favoriser le partage d'information	84 044 \$	80 %	En cours
Totaux		4 390 349 \$		

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-50

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment du Québec. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-51

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

LE TAUX D'ABSENTÉISME – MALADIE

Le taux d'absentéisme fait référence à l'utilisation du code d'absence en maladie 120 et aux codes d'absence en assurance salaire 246 et 248.

Catégorie d'emplois	2014-2015 (6 premiers mois)
Personnel d'encadrement	1,82
Professionnel	3,66
Technicien	5,50
Personnel de bureau	9,30
Ouvrier	N/A
Taux absentéisme	5,64

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-52

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonus du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-53

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-54

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.